



ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°A2026_SG067

ARRÊTÉ D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU GRAND BAIN AU PROFIT DU SDIS 71

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1321-1 et suivants,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants,

Considérant que nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public appartenant à un établissement public,

Considérant la demande formulée par Le service Départemental d'Incendie et de Secours « SDIS » pour occuper le Grand Bain à Digoïn pour ses activités de natation,

ARRETE

Article 1 : Le service Départemental d'Incendie et de Secours « SDIS » est autorisé à occuper le Grand Bain place de la Grève à Digoïn 71160 selon les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : La présente autorisation est consentie du lundi 6 juillet 2026 et ce jusqu'au 22 août 2026 inclus comme suit :

- Les lundis de 9h30 à 11h.
- Les mercredis de 9h30 à 11h.
- Les vendredis 9h30 à 11h.
- Les samedis 9h30 11h.
- Le dimanche 2 août de 9h à 11h.

Elle est personnelle et ne peut être cédée, directement ou indirectement, à qui que ce soit.

Article 3 : Les dépendances occupées sont utilisées, conformément à leur affectation, pour les activités d'entraînements à la natation. Toute autre activité est prohibée sans l'accord exprès de la Communauté de communes.

L'occupant s'engage à respecter le règlement intérieur applicable. Il veille au respect dudit règlement par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée à titre gratuit.

Article 5 : L'occupant est responsable des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir, de son fait ou des personnes dont il répond. Il contracte à cette fin une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile et en justifie auprès des services de la Communauté de communes dans les quinze jours à compter de la notification de cette autorisation.

Toute détérioration du matériel prêté par la Communauté de Communes Le Grand Charolais dans le cadre de cette occupation donne lieu à réparation.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le Tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas - BP 61616 - 21016 Dijon CEDEX).

Article 7 : Le Président de la Communauté de communes, la Directrice Générale des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Paray Le Monial, le
7 juillet 2026

Gérald GORDAT
Président du Grand Charolais